

**SÉCULARISATION ET CATHOLICISME  
AU QUÉBEC:  
ANALYSE D'UN DÉBAT CONTEMPORAIN**

Gregory Baum<sup>1</sup>

---

**Le Rapport *Risquer l'avenir* de 1992**

Vingt ans après le Rapport Dumont, les catholiques pratiquants se voient réduits à une minorité encore plus petite de la population québécoise. À Montréal en particulier, les paroisses semblent sur le point de complètement disparaître. En 1990, les évêques ont désigné un comité de recherche sur la vie paroissiale (le *Comité de recherche sur les communautés chrétiennes locales*) afin de parvenir à mieux saisir la situation. Jean-Louis Larochelle, un prêtre dominicain, était le président de l'équipe de recherche. Il a été le principal rédacteur d'un rapport brillamment écrit et publié deux ans plus tard, en 1992, sous le titre de *Risquer l'avenir*<sup>2</sup>.

Les recommandations de ce dernier ont été jugées trop radicales. Quelques critiques ont affirmé qu'il se basait sur une interprétation d'ordre sociologique et non théologique. D'autres ont exprimé leur désaccord par rapport à lui à cause de la méthodologie qui a été employée, ou encore parce qu'ils auraient préféré une autre approche sociologique. C'est ce débat digne d'intérêt au sein de l'Église catholique que je voudrais analyser dans cet exposé.

---

<sup>1</sup> Gregory Baum est professeur à la faculté des sciences religieuses de l'Université McGill, Montréal.

<sup>2</sup> *Risquer l'avenir: Bilan d'enquête et prospectives*, Montréal, Fides, 1992.

Le Rapport expose de façon détaillée la méthodologie qui a été utilisée dans la recherche. Celle-ci avait recours à une argumentation d'ordre tant sociologique que théologique. La vitalité des communautés chrétiennes, certes, doit être analysée en termes théologiques mais, étant donné qu'elles constituent une sous-culture au sein de la société québécoise, on ne peut comprendre pleinement leur existence si nous n'analysons pas en termes sociologiques le lien qu'elles ont avec la société qui les englobe. La recherche empirique a fait appel à la coopération d'un grand nombre de paroisses soigneusement choisies en fonction de leur représentativité des différentes régions, milieux (urbains et ruraux) et conditions économiques (bien nantis ou pauvres) du Québec. On a demandé aux paroisses participantes de mettre sur pied des comités d'étude sur le développement de leur paroisse au cours des deux décennies 1970-1990. Ces comités devaient remplir un questionnaire détaillé, après quoi des entrevues ont été menées par des membres de l'équipe de recherche auprès d'eux. Les membres de ces comités ont été majoritairement choisis parmi les animateurs pastoraux à cause de leur bonne connaissance de l'histoire de leur paroisse. Les animateurs paroissiaux sont des laïcs que les paroisses utilisent pour diverses fonctions pastorales que les prêtres n'ont pas le temps d'accomplir: attention spéciale aux enfants et aux jeunes; éducation aux adultes; visites pastorales des familles; préparation liturgique; visite aux malades, et ainsi de suite. Le nombre d'animateurs paroissiaux est très élevé au Québec à la suite du manque de prêtres.

La conclusion, très dure, du Rapport est que l'Église du Québec se meurt. Le Rapport livre des données sur la baisse constante de la participation dans les paroisses, le vieillissement des communautés chrétiennes, la désaffection presque totale des jeunes, la diminution du nombre de prêtres, la disparition des congrégations religieuses, ainsi que sur l'image accablante que les paroisses ont d'elles-mêmes, écrasées par un sentiment d'impuissance. Des indices montrent que même les catholiques qui continuent de fréquenter l'église et qui participent à la vie paroissiale ne possèdent aucune conscience claire de ce que signifie leur identité catholique: ils demeurent vagues quant à ce

qu'ils devraient croire, ils ne sont pas sûrs de ce qu'on attend d'eux au juste, et ils sont incapables d'exprimer en mots même ce en quoi ils croient.

Le Rapport conclut qu'à moins que l'Église ne se montre capable de trouver une nouvelle approche pastorale, elle disparaîtra complètement. Le Rapport déclare que l'Église a le dos au mur et qu'elle doit trouver le courage de s'engager radicalement sur une nouvelle voie. C'est la raison pour laquelle il porte le titre de *Risquer l'avenir*.

Mais avant de préciser ce que pourrait être cette nouvelle voie, le Rapport explique pourquoi a pris place ce processus rapide de sécularisation. Il croit à cet effet que la définition que donne Peter Berger de la sécularisation peut s'avérer utile: soit le processus par lequel la culture ainsi que les divers secteurs de la société sont soustraits à l'autorité des institutions et des symboles religieux<sup>3</sup>.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, ce processus a rapidement pris place au Québec. Tandis que les anciennes institutions créaient des liens sociaux entre les personnes, celles-ci ne développent plus que des rapports individuels avec les nouvelles institutions séculières. Mais ce processus s'accompagne-t-il nécessairement de la sécularisation des consciences individuelles?

Le Rapport avance l'hypothèse que la foi catholique constituait dans le Québec de jadis une religion fondée sur le conformisme et non sur les convictions personnelles. Les individus étaient alors catholiques parce que tout le monde l'était, parce que la culture l'exigeait, et parce que cela contribuait à définir leur identité collective. Une religion basée sur le conformisme ne survit toutefois pas à d'importantes transformations culturelles. De même, le Rapport émet l'hypothèse que, durant les vingt dernières années, les Québécois-es sont devenus séculiers par conformisme et non par conviction personnelle. Il décrit amèrement les Québécois-es comme des conformistes qui suivent les modes

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 77.

culturelles, des personnes incapables d'interroger leur propre conscience.

Ce reproche adressé aux Québécois-es ne constitue cependant qu'une remarque accessoire. Le Rapport, en fait, fait siennes les théories sociologiques de la sécularisation selon lesquelles modernité et religion s'excluent l'une et l'autre de façon radicale. Le discours scientifique et rationnel dominant dans la société moderne engendre une vision du monde qui ne laisse aucune place à la transcendance divine. Les seules questions que l'on considère valides sont celles auxquelles la science et la technologie peuvent répondre. On limite ainsi la connaissance à ce qui peut être vérifié empiriquement. Le Rapport n'hésite pas à employer un vocabulaire déterministe qui n'est pas sans rappeler Durkheim:

Chaque type de société "façonne" les personnalités de ses membres. Par le processus de socialisation, les personnes intériorisent les manières de faire, de penser et de sentir propres à leur société; ainsi, les modèles de leur culture deviennent leurs modèles personnels. Quand une personne est intégrée socialement, il n'y a pas opposition ni rupture entre elle et la société, mais plutôt continuité et interpénétration.<sup>4</sup>

Afin d'étayer ce déterminisme, le Rapport donne une longue citation tirée de *La conviction idéologique* de Colette Moreux<sup>5</sup>.

Le Rapport poursuit en affirmant que, dans la société moderne, même les chrétiens croyants considèrent que la religion occupe une place différente dans leur conscience personnelle. Cette idée a également été exprimée par Peter Berger. Le pluralisme contemporain transforme la nature même de la religion: de célébration d'une vision de la totalité socialement institutionnalisée, elle passe à un statut de cheminement personnel librement choisi. Le Rapport explique que la seule forme de religion qui puisse survivre au sein de la société moderne est celle d'une religion librement choisie et capable de définir son identité face à la société.

Le Rapport reconnaît le succès relatif des sectes dans la société moderne: celles-ci insistent sur la conversion ainsi que sur l'opposition à la culture dominante, et elles se définissent volontiers elles-mêmes comme marginales. Elles s'engagent ainsi sur la voie d'une contre-socialisation. Le Rapport se montre également sympathique à la thèse de Danièle Hervieu-Léger, selon laquelle la modernité, paradoxalement, créerait une ouverture envers la religion.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 79. Danièle Hervieu-Léger présente sa thèse dans *Vers un nouveau christianisme?*, Paris, Cerf, 1986.

Pourquoi? Parce que la modernité crée, de par sa croyance dans la perfectibilité infinie de l'être humain et de la société, des images de paix, de justice et d'égalité que l'histoire déçoit constamment, et qui génèrent l'espoir de leur réalisation ayant un caractère transcendant. Certains se sentent saisis d'un désir profond pour un monde qui serait fondé sur les droits de la personne et la justice sociale, au-delà de toutes les structures d'exclusion et de violence, ainsi que de la souffrance inutile que ces structures infligent — un désir profond qu'ils ressentent comme un appel divin. Quand j'ai lu Hervieu-Léger, j'ai pensé à l'*Ode à la joie* de Schiller, mise en musique dans le dernier mouvement de la *Neuvième Symphonie* de Beethoven. Danièle Hervieu-Léger soutient que ce type d'expérience religieuse a d'ores et déjà amené d'importants changements au sein des églises chrétiennes traditionnelles. Celles-ci ont intégré à la proclamation de l'Évangile les idéaux de «liberté, égalité, fraternité».

Le Rapport admet volontiers que la religion peut survivre en tant que mouvement minoritaire dans la société moderne.

Les réflexions sociologiques que j'ai résumées dans les paragraphes précédents ont guidé les auteurs du Rapport dans le choix de leurs recommandations positives. Si l'Église catholique veut survivre au Québec, elle doit mettre l'accent sur une foi qui soit librement choisie et bien informée, et qui soit implicante au niveau personnel. Deuxièmement, elle doit fournir une contre-instance à la société, non pas en plaçant cette dernière entre parenthèses comme le font les sectes, mais en suscitant un engagement social critique et solidaire des pauvres et des exclus. Ces deux objectifs, rappelons-le, avaient déjà été énoncés par la Commission Dumont: i) éducation de la foi aux adultes afin qu'ils puissent se sentir personnellement impliqués, et ii) incitation à travailler pour la justice sociale de la part des catholiques. Le nouveau Rapport offre cependant une interprétation plus radicale de ce qu'impliquent ces objectifs pastoraux. Trois propositions s'avèrent particulièrement surprenantes.

Premièrement, l'Église devrait se concentrer sur l'éducation des adultes. Présentement, des ressources et des énergies importantes sont consacrées à l'éducation des enfants. Derrière ces efforts, il y a l'idée que si les enfants sont élevés en catholiques pratiquants et s'ils sont bien catéchisés, ils demeureront en vieillissant des membres actifs de l'Église. Le Rapport soutient toutefois qu'il s'agit là d'une illusion. En effet, il n'existe aucune preuve empirique à l'effet que les enfants québécois qui sont élevés en catholiques le demeurent une fois atteints l'adolescence et l'âge adulte. Consacrer autant d'efforts à l'éducation des enfants constitue une perte d'énergie et de ressources. L'Église devrait plutôt réaffecter ces ressources à l'éducation des catholiques adultes, mettre ceux-ci en contact avec la Bible, soutenir leur engagement personnel et leur enseigner la foi de même que ses implications concrètes dans la société moderne. Elle devrait favoriser une religion personnelle, fondée sur une spiritualité et des convictions profondes.

Deuxièmement, l'Église devrait renoncer aux grosses communautés ecclésiales et mettre plutôt sur pied des «groupes primaires», c'est-à-dire des groupes qui soient assez petits pour permettre à leurs membres de se connaître face à face. Ces derniers apprendraient à l'intérieur de ces communautés à discuter entre eux de leurs convictions religieuses, de leurs doutes et de leurs problèmes, ainsi que des réponses possibles. Ils y trouveraient du soutien pour leur foi personnalisée, menacée comme elle peut l'être dans une société séculière. Ils y développeraient également un sens critique par rapport à l'ordre social, et découvriraient comment ils peuvent devenir des agents de changement dans la société. Ils y acquerraient l'habileté à parler de leur foi et à discuter de ses implications pour la société moderne.

Les catholiques qui ont été élevés dans le cadre de grosses organisations, comme les paroisses, ne sont jamais appelés à exprimer leurs croyances dans leurs propres mots. C'est pourquoi ils ont tendance à demeurer silencieux dans la société ou, s'ils viennent à parler, ce sera en employant le langage doctrinal

ampoulé qu'ils ont appris et que personne ne comprend. Le Rapport recommande la création de communautés plus petites, peut-être même des communautés de base, dont quelques-unes existent déjà au Québec. Cette forme organisationnelle permet certainement à bien des sectes de s'épanouir dans la société moderne.

Si les «groupes primaires» rejoignent l'essentiel, alors les «groupes secondaires» comme les paroisses devraient être réellement abolis. Au lieu de gérer de vastes organisations, les prêtres pourraient consacrer plus de temps à soutenir les petites communautés existant dans leur secteur. Le Rapport recommande en particulier que les imposants édifices des églises ornant Montréal et les autres villes québécoises soient vendus aussitôt que possible. Les ressources financières affectées à garder ces édifices en bon état et à les chauffer en hiver devraient plutôt servir à étendre le ministère éducatif de l'Église, et à renforcer son engagement social au sein de la société. Malgré leur beauté, ces immenses églises représentent mal la réalité historique de l'Église d'aujourd'hui. Ces vastes temples symbolisaient à l'époque la cohésion spirituelle et culturelle des communautés locales et du Québec tout entier, en solidarité avec le catholicisme romain dans le monde. L'Église du Québec ne constitue cependant plus «une Église-nation», soit une Église représentant la communauté entière, ou ce que les Allemands appellent une *Volkskirche*. Les édifices massifs des églises, presque vides le dimanche matin, laissent perplexes les paroissiens, de même qu'ils les empêchent d'admettre la réalité de ce qu'ils sont dans les faits: un groupe marginal au sein d'une société séculière.

Troisièmement, le Rapport recommande que l'Église tourne le dos au catholicisme culturel. Le catholicisme ne peut survivre au Québec que s'il se conçoit lui-même comme une religion fondée sur un choix. Cette recommandation possède des fondements théologiques puisque l'Église du Nouveau Testament était une communauté formée de disciples, c'est-à-dire des hommes et des femmes de foi, dévoués à l'Évangile et se tenant à distance critique de la société. Ce que signifie en pratique le rejet du catholicisme



culturel, c'est le refus par les prêtres de marier à l'église les personnes et d'y baptiser leurs enfants à moins que ces personnes ne soient des membres actifs de la communauté chrétienne. De même, les prêtres devraient refuser d'accorder des obsèques chrétiennes à ceux et celles qui n'étaient pas des chrétiens actifs. Cette proposition se révèle radicale car, en dépit de la sécularité de leur culture, la majorité des Québécois-es désirent toujours se marier à l'église, y faire baptiser leurs enfants et se faire enterrer dans un cimetière catholique. Le Rapport considère ce catholicisme culturel comme une forme de superstition préjudiciable à l'Église: il sape le sens de l'identité catholique et masque la ligne de démarcation qui existe entre la communauté des croyants et la société plus vaste dans laquelle ils vivent. Le catholicisme culturel induit l'Église en tentation de se leurrer elle-même quant à sa réalité historique, en se faisant croire qu'elle représente toujours la société dans son ensemble; il la rive à l'illusion que la pérennité de sa présence est assurée.

### **Critiques du Rapport**

Un résumé du Rapport et de ses conclusions a été publié sous forme de brochure avec le titre de *Voies d'avenir* (Fides, Montréal). Il a été envoyé à toutes les personnes qui avaient participé à l'enquête. En octobre 1992, un colloque s'est tenu à Montréal auquel les participants-es ont été invités à venir discuter du Rapport et à voter sur les recommandations qu'il contenait. Le colloque a rassemblé 570 personnes dont 333 laïcs, 51 religieuses, 2 diacres, 128 prêtres et 25 évêques, en plus de représentants-es de facultés de théologie et de centres de pastorale. Un compte rendu des débats et des recommandations adoptées est également disponible sous la forme d'un petit livre: *L'avenir des communautés chrétiennes* (Fides, Montréal).

Les participants-es au colloque se sont dits impressionnés par la qualité du Rapport. Beaucoup l'ont jugé une œuvre littéraire brillante. Ils ont accepté volontiers les deux choix pastoraux fondamentaux sur lesquels le Rapport mettait l'accent, soit: i) la promotion de l'éducation religieuse des adultes afin de développer

leur foi personnelle, et ii) le soutien à l'engagement social en tant qu'expression de la responsabilité chrétienne vis-à-vis la société. Ces politiques avaient déjà fait l'objet de recommandations de la part de la Commission Dumont. La teneur générale de *Risquer l'avenir*, ainsi que ses propositions radicales, ont toutefois été rejetées. Les raisons avancées lors du débat public pour rejeter le Rapport s'inspiraient de considérations théologiques et sociologiques. Ce sont ces arguments que je voudrais examiner dans la partie finale de cet exposé.

La première critique portait sur le pessimisme excessif du Rapport. Prouver à l'aide de données empiriques que l'Église est sur le point de disparaître relève d'un déterminisme social qui ne tient pas compte de la possibilité de l'inattendu. L'élaboration des politiques pastorales de l'Église doit inclure une dimension d'espoir. Un diagnostic pessimiste devient facilement une prédiction qui se réalise d'elle-même; un tel diagnostic peut amener l'organisation à se percevoir elle-même comme une communauté de perdants et à exprimer la crainte. Il peut l'amener à se rendre non attrayante pour la population, en particulier pour les jeunes qui réagissent à ce qui comporte de la vitalité. Les chrétiens qui réfléchissent à l'avenir de l'Église doivent mettre leur confiance dans l'Esprit-Saint. Les politiques pastorales ne peuvent être couronnées de succès que si elles sont appliquées par des gens énergiques, sûrs d'eux-mêmes et pleins d'entrain.

La seconde critique concernait l'interprétation ecclésiocentrique de la présence rédemptrice de Dieu dans l'histoire que le Rapport véhiculait. Cette interprétation laisse supposer que la grâce de Dieu se confine en grande partie à l'Église. Depuis le Concile Vatican II cependant, les catholiques en sont venus à croire que Dieu est à l'œuvre dans le monde; que toutes les manifestations personnelles d'amour et de désintéressement, de même que tous les changements sociaux qui vont dans le sens d'une paix et d'une justice plus grandes, constituent des signes de la présence de la grâce divine; et que c'est le rôle de l'Église que de lire les signes des temps, de percevoir Dieu à l'œuvre dans le monde et d'unir sa propre mission à cette activité divine dans l'histoire.

Le Rapport, continuant les critiques, a une image par trop négative du monde moderne. Après tout, même le processus de sécularisation a un aspect positif: il exempte l'Église de légitimer l'ordre établi tout en lui permettant ainsi d'établir des rapports avec la société en termes théologiques comme un défenseur des citoyens les plus pauvres et les plus faibles. Le Rapport ne reconnaît pas à quel point l'Église a pu apprendre de la société moderne, à commencer par le respect des droits de la personne.

Une troisième critique était à l'effet que le Rapport s'appuyait trop sur les sociologues défendant la théorie de la sécularisation, même si l'exactitude de cette théorie n'a jamais été démontrée. Le Rapport soutient que si l'Église survit dans le monde moderne, ce sera uniquement comme un mouvement minoritaire. Ce qui cloche dans ce raisonnement, d'après les critiques, c'est qu'il ne se demande pas pourquoi les gens ont abandonné l'Église catholique. Était-ce à cause de la rationalité croissante de la culture contemporaine, ou bien à cause des prises de position dépassées et des structures rigides auxquelles l'Église catholique continue de s'accrocher? La méthodologie contenue dans le Rapport a empêché l'équipe de recherche de se questionner à savoir si les catholiques avaient ou non des raisons valables — peut-être même des raisons théologiques — pour délaisser la vie paroissiale et demeurer absents de la vie liturgique. Les pratiques autoritaires de

l'Église de même que son approche des questions sexuelles et de la question des femmes se montrent tellement en désaccord avec l'esprit de l'Évangile et le sentiment éthique de notre époque qu'un grand nombre de catholiques reste simplement à l'écart de l'Église. Le fait d'adopter la théorie de la sécularisation permet au Rapport d'éviter de prendre en considération ces faits dérangeants.

Une quatrième critique touchait l'échantillon utilisé dans la recherche empirique. La vaste majorité des personnes interrogées était constituée d'animateurs pastoraux, autrement dit d'hommes et de femmes qualifiés et professionnellement impliqués dans le travail paroissial. Ils se plaignaient entre autres que les paroissiens n'étaient pas sûrs de leur identité catholique et qu'ils trouvaient presque impossible d'exprimer leurs croyances. Puisque les animateurs pastoraux ont tendance à avoir une compréhension claire de leur identité catholique, ils s'attendent sans aucun doute à ce que tous les catholiques la partagent. Mais est-ce bien réaliste? Puisque la société est en train de traverser une mutation culturelle et que le catholicisme lui-même est en pleine évolution, il n'est que raisonnable de penser que les catholiques hésitent à définir leur identité dans des termes pré-déterminés. Ils se posent beaucoup de questions pour lesquelles ils n'ont pas encore trouvé de réponses. L'Église elle-même éprouve des incertitudes quant à ses rapports avec les autres églises chrétiennes et les grandes religions mondiales, et elle ne sait pas comment réagir face à la science moderne et à la pensée contemporaine. Il n'est donc pas justifié d'interpréter l'absence d'une identité catholique clairement définie comme le signe d'un déclin de la foi catholique.

En outre, être un catholique croyant ne signifie pas nécessairement être membre d'une paroisse. Les dirigeants catholiques devront finir par reconnaître que, dans le monde d'aujourd'hui, les catholiques définissent à leur propre façon leurs rapports avec l'Église. Certains appartiennent à une paroisse; d'autres nourrissent leur foi à partir de lectures et de conversations entre amis; d'autres encore interprètent leur foi principalement comme un engagement envers l'humanité ou envers la justice sociale, et ainsi de suite. Selon Fernand Dumont, le sociologue qui

a présidé la Commission Dumont et l'auteur de nombreux ouvrages, l'appartenance à une église n'est pas «une appartenance par intégration» — c'est-à-dire par le fait d'avoir son nom figurant sur une liste de membres —, mais plutôt «une appartenance par référence» — c'est-à-dire par le fait de recevoir de l'Église les paramètres de son existence spirituelle et sociale, parmi lesquels chacun choisit librement son propre modèle<sup>7</sup>.

Une dernière critique visait l'image négative que le Rapport avait du catholicisme culturel. On peut dire que ceux et celles qui sont héritiers d'une culture catholique conservent certains symboles et certaines pratiques de leur passé même s'ils ne sont pas membres d'une paroisse. Ils peuvent continuer à respecter certaines vertus catholiques telles que le refrènement du matérialisme, un sens du spirituel, la loyauté à la famille, l'engagement dans des œuvres charitables, l'entretien des rapports de voisinage, et un sens élargi de la responsabilité sociale. Que ces personnes demandent à se marier à l'église ou à y faire baptiser leurs enfants, leurs motivations peuvent bien n'être pas d'ordre sentimental ou superstitieux: elles expriment plutôt leur désir de symboles significatifs exaltant les valeurs qu'elles ont reçues et auxquelles elles continuent de tenir. Le catholicisme culturel, ce n'est pas rien. Prétendre, comme le fait le Rapport, que les catholiques forment une minorité au Québec constitue une information trompeuse. Les catholiques ne représentent pas une minorité dans une société où la grande majorité de la population se désigne elle-même comme catholique quand elle est appelée à remplir un formulaire officiel. Les Québécois-es continuent d'une certaine manière à s'identifier au catholicisme. C'est la raison pour laquelle ils se montrent dans les émissions de radio ou de télévision capables de critiquer brutalement le vieux catholicisme et de se moquer des tentatives contemporaines de renouveau catholique d'une façon qu'ils ne se permettraient jamais vis-à-vis le protestantisme, le judaïsme ou toute autre religion. Quand ils

---

<sup>7</sup> Fernand Dumont, *L'institution de la théologie*, Fides, Montréal, 1987, p. 42-43.

reprochent quelque chose au catholicisme, c'est d'eux-mêmes qu'ils se moquent.

Est-ce que le catholicisme culturel est demeuré la «religion civile» du Québec, pour reprendre le terme défini par Robert Bellah? Une monographie sociologique publiée récemment par un spécialiste allemand, et portant sur les rapports entre l'Église et la société au Québec entre 1930 et 1960, fait un grand emploi du concept de religion civile de Bellah<sup>8</sup>.

Cette étude soutient que les politiques pastorales de l'Église catholique au cours de ces trois décennies constituaient une tentative ingénieuse afin de préserver le catholicisme comme religion civile du Québec, tentative réalisée avec une grande souplesse, et qui laissait aux courants contestataires toujours assez d'espace pour qu'ils demeurent dans le giron catholique. Un participant suggérait lors du débat sur *Risquer l'avenir* que, d'une certaine manière, le catholicisme constitue toujours la religion civile du Québec, même si les catholiques pratiquants sont devenus une minorité.

Il est probable que ce débat entourant la sécularisation et le catholicisme au Québec va se poursuivre. Pour le moment, le colloque d'octobre 1992 tenu à Montréal a rejeté les propositions radicales contenues dans *Risquer l'avenir*. Le colloque s'est montré favorable à l'éducation religieuse des adultes mais n'a pas voulu pour autant négliger celle des enfants. Il a encouragé la formation de petits groupes mais n'a pas recommandé d'abolir les grosses paroisses, ni de se départir des édifices d'églises coûteux. Il n'a pas accepté non plus que l'Église tourne le dos aux catholiques culturels, ni qu'elle refuse de les marier à l'église, d'y baptiser leurs enfants ou de leur offrir des funérailles chrétiennes.

---

<sup>8</sup> Kurt Bierschock, *Zivilreligion, Ethnizität und Soziale Strukturen: Zur Genese zivilreligiöser Phänomene in Québec während der dreissiger bis fünfziger Jahre*, Bochum, Universitätsverlag Dr. N. Brockmeyer, 1993 (volume 14 des *Kanada-Studien* allemandes), 283 p.

Le colloque a conclu que le renouveau proposé par la Commission Dumont et appuyé par le présent Rapport — soit d'accorder la priorité à l'éducation des adultes et au soutien d'un engagement social critique — définissait toujours la politique pastorale pour le temps présent.

**SUMMARY**

***SECULARIZATION AND CATHOLICISM  
IN QUEBEC.  
ANALYSIS OF A CONTEMPORARY DEBATE***

This paper offers an analysis of a contemporary debate in the Catholic Church of Québec and reveals the importance attached by all sides to sociological arguments. The Dumont Report, published by the Church in the early seventies, had analysed the impact on Québec, a traditional Catholic society, exerted by Vatican Council II and the Quiet Revolution that, beginning in 1960, initiated the rapid modernization and secularization of the society. The Dumont Report also proposed new pastoral policies. Yet, since the decline of the parishes has continued since then, the bishops appointed a new commission in 1990 to analyze the present situation and come up with new pastoral proposals.

The Report, *Risquer l'avenir*, published in 1992, produced an important debate in the Québec Church. Since sociological analysis persuaded the authors of the Report that the secularization of society was an unstoppable cultural movement and consequently that the Catholic Church may well disappear altogether, the Report proposed radical pastoral policies. It argues that the Church can only survive if it sees itself as a counter-cultural minority and promotes among its members a highly personal faith. The Church might learn from «the sects» which, as minorities, are able to thrive in modern society. Of course, the Report adds that the Church differs from «the sects» in as much as the Church, with its faith commitment to social justice, exerts a critical impact on society.

The Report proposes in concrete terms that the Church radicalize itself i) by shifting the emphasis from teaching the catechism to children to educating adult Catholics in the faith, ii) by dissolving the parishes, fostering small communities and selling the large church buildings that remain empty on Sundays and are



expensive to maintain, and iii) by repudiating a purely cultural Catholicism, for instance by refusing church weddings to couples that are not active members of a Christian community and the baptism of babies whose parents do not practice their faith.

The Report was discussed at a convention held in Montreal in October 1992, attended by over 500 people (25 bishops, about 100 priests, 50 sisters and the rest lay people engaged in church work and religious education). The reactions were rather critical. These were some of objections to the Report. a) Some questioned the dark picture drawn of the Church's future since it relied excessively on sociological predictions and did not take into account the surprising in historical developments. Pessimism easily becomes a self-fulfilling prophecy; by contrast, the hope of the pastoral workers, priests and laity, may make the Catholic community more attractive and increase its membership. b) Others questioned the methodology adopted by the commission. The people interviewed regarding the quality of parish life were largely lay Church workers who were theologically trained and lacked sufficient sympathy for the problems, hesitations, and confusions experienced by ordinary Catholics. For instance, the church workers lamented the absence of a clear Catholic identity among the faithful. Yet since Catholicism in dialogue with the modern world is in a state of evolution, is it surprising that people hesitate to opt for a fixed definition of Catholic identity? c) Others blamed the Report for accepting the sociological theory of modern society's inevitable secularization, even though it has never been scientifically demonstrated. This prevented the commission from making an empirical inquiry into the reasons why so many Catholics stay away from the Church and thus from facing the Church's dogmatism, legalism and authoritarianism that appear to people contrary to the Gospel of Jesus. d) Other participants argued that the Church should not despise cultural Catholicism. While cultural Catholics may not think of themselves as true believers, they promote many Catholic values in society, send their children to Catholic schools, and at crisis moments in their lives are often open to the Holy Spirit.

What the convention (and subsequently the bishops) did accept from the Report were two points already made in the Dumont Report of the early seventies, namely the twofold emphasis on personal faith and hence the need for more adult religious education and, secondly, the social engagements of Catholics in the effort to reform society.